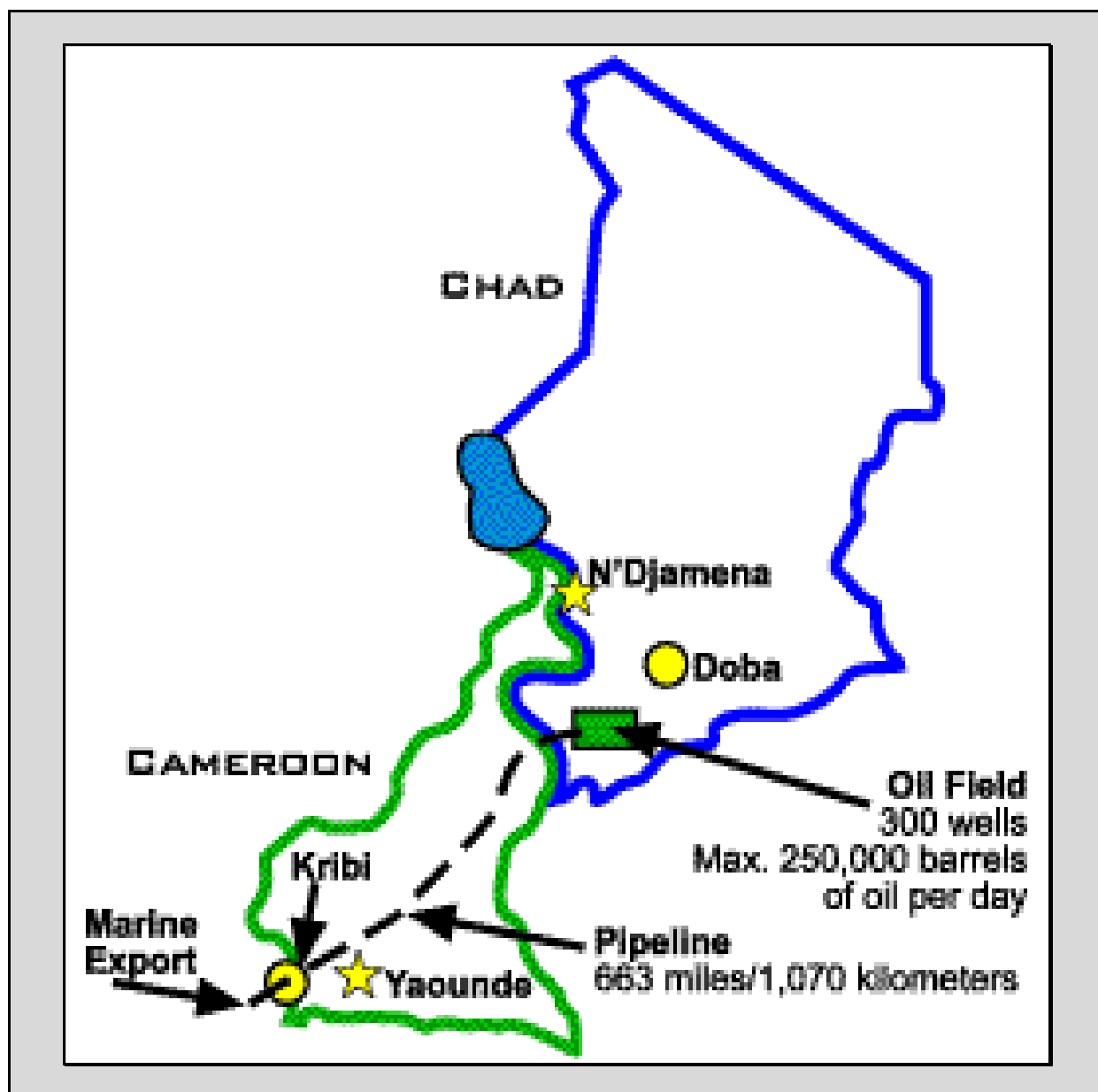


REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité - Travail - Progrès

COORDINATION NATIONALE DU PROJET D'EXPORTATION TCHADIEN - PROJET DOBA -



RAPPORT TRIMESTRIEL No 1

Premier Trimestre 2002

RAPPORT GENERAL DU 1^{er} TRIMESTRE 2002

- Coordination Nationale -
- Direction du Pétrole -
- Comité Technique National de Contrôle
de Suivi
- Consortium -

- I. Coordination Nationale*
- II. Direction du Pétrole*
- III. Comité Technique National de Contrôle de Suivi*
- IV. Consortium*

I. Coordination Nationale

Du 3 au 5 janvier 2002 : une mission conjointe des représentants de Coordination Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Douane, de la Sûreté Nationale, de la Direction du Bureau National Frêt, d'ESSO-Tchad, de la société contractante David Terrassement et de TOTCO s'est rendue au pont frontalier sur la Mbéré pour la réception des locaux et l'installation de des services de l'administration tchadienne désignée pour assurer le traitement des personnes et des marchandises au point d'entrée.

14 janvier 2002 : la Coordination Nationale et le CTNSC ont reçu la visite du Panel d'inspection de retour au Tchad, pour des informations complémentaires en vue de finaliser son rapport de mission.

Du 15 au 17 janvier 2002 : la Coordination Nationale a pris part à la revue annuelle à Houston (USA), au cours de laquelle le consortium a présenté son programme de travaux de l'année 2002 et le budget. Au cours de la revue, les points relatifs à l'emploi et l'implication effective des opérateurs économiques tchadiens dans la sous-traitance pendant la phase de construction du projet.

17 janvier 2002 : la Coordination Nationale était représentée à une réunion d'information à la mission résidente de la Banque mondiale où un certain nombre de points relatifs à la gestion de porte feuille en matière des projets (au Tchad), au renforcement et à l'amélioration du système ont été présentés par les responsables de la mission résidente.

26 janvier 2002 : le Coordinateur National a pris part à une réunion à laquelle participaient les membres du comité de gestion de la ville de Bébidjia et la mission de la Banque mondiale. Les points inscrits à l'ordre du jour portaient sur (i) le réseau d'assainissement de la ville ; (ii) l'eau potable et les deux forages prévus ; (iii) le marché de bétail ; (iv) l'abattoir et (v) le grand marché de la ville.

Comme mesure d'urgence, il a été retenu que la mairie saisisse la Banque mondiale d'un projet portant sur la voirie et l'assainissement, l'achat d'une benne pour le ramassage des ordures et des équipements nécessaires au nettoyage de la ville ; la constitution des latrines dans les écoles.

31 janvier 2002 : Le Coordinateur National, entouré de ses proches collaborateurs a reçu une mission de la société islamique d'assurances, des investissements et crédits qui est une filiale de la banque islamique de développement. La Coordination a été entretenue de l'objet de la mission au Tchad, ayant trait essentiellement au projet de développement pétrolier au Tchad et des opportunités. Cette société s'intéresse plus particulièrement :

- Aux projets d'infrastructures de base ;
- Au guichet spécialisé du secteur privé ;
- Au guichet pour les opérateurs privés (import/export).

31 janvier 2002 : après la délégation de la société islamique d'assurances, des investissements et crédits, le Coordinateur National entouré de ses collaborateurs, a eu une séance de travail avec la responsable du projet de Banque mondiale au sujet du projet programme de lutte contre le SIDA (PPLS) et l'éventualité d'une coopération entre le Secrétariat Exécutif du Comité Technique National de Suivi et de Contrôle.

1^{er} février 2002 : le Coordinateur National et son Adjoint ont pris part au ministère des travaux publics, à une réunion présidée par le ministre. L'ordre du jour portait sur l'utilisation du pont. Une équipe composée des techniciens dudit ministère et d'ESSO été mise sur pied pour la finalisation des protocoles entre les deux parties.

04 février 2002 : Le Coordinateur National a reçu le directeur général de la société contractante Schlumberger. La rencontre a trait au mémorandum des travailleurs de cette société, portant sur le niveau des salaires payés. Il a été convenu que les négociations engagées à cet effet se poursuivent pour apaiser la situation.

Le même jour, le Coordinateur National, entouré de ses collaborateurs, a eu une séance de travail avec le directeur régional de la Banque mondiale M. Théodore Athers, entouré également de ses proches collaborateurs. Les principales préoccupations portaient sur les questions de l'emploi des nationaux, la participation des opérateurs économiques nationaux aux appels d'offres. Sur ce dernier point, la Banque mondiale, par le canal de sa filiale la Société Financière Internationale apportera une assistance à la chambre de commerce ; les mesures d'urgence à travers le Fonds d'Actions Concertées d'Initiative Locale ont été également évoquées et il a été décidé que le retard constaté soit rattrapé.

8 février 2002 : la société VITOL a effectué une visite de prise de contact à la Coordination Nationale. Le Coordinateur National Adjoint entouré de ses collaborateurs, a souhaité la bienvenue à la délégation représentant la société VITOL. Celle-ci en retour, a exprimé les intérêts qu'elle porte sur le projet pétrolier de Doba actuellement en cours d'exécution, présente des opportunités d'affaires. Après quelques questions d'information, la délégation a promis d'effectuer une prochaine mission au Tchad.

15 février 2002 : une réunion a été organisée dans les locaux d'ESSO, à laquelle la Coordination Nationale a pris part. L'objet de la réunion est de trouver un compris aux malentendus concernant la mise en place du mécanisme d'exonération de la TVA et la procédure de révision du programme d'importations générales.

La présence de la Coordination Nationale au cours de cette réunion s'inscrit dans le suivi régulier des réunions regroupant ESSO, l'inspection générale des finances, la direction des impôts et la direction des douanes.

18 février 2002 : le Coordinateur National a présidé une réunion qui a regroupé le vice-Président du Projet Doba, M. André Madec et ses collaborateurs en poste à ESSO-Tchad. Au cours de cette réunion, il a été discuté des points ci-dessous :

- l'état d'avancement des travaux ;
- l'extraction et la vente de gravier par les villageois;
- la procédure d'enlèvement du matériel informatique se trouvant au magasin de l'aéroport de Ndjamena ;
- le litige sur l'exploitation du système de communications installé par ESSO ;

- la répétition des grèves aux chantiers;
- la date de visite du pont sur la Mbéré par les officiels tchadiens et camerounais ;
- les coûts de pré-complétion dont une partie est versée directement aux conseillers et une autre partie au trésor public. Sur ce point, le Coordinateur National a demandé qu'une copie de la note de paiement soit transmise à la Coordination Nationale pour information ;
- le départ de M. Jean Pierre Petit, directeur général à ESSO-Tchad et l'arrivée de son remplaçant la mi-mars 2002.

Au cours de la même réunion, le vice-Président a informé la Coordination Nationale qu'après les nombreuses critiques à l'endroit du Consortium concernant le Projet Doba, un prix international a été décerné à la compagnie Exxon Mobil.

20 février 2002 : le Coordinateur National a présidé une réunion de mise au point, qui a permis de formuler des observations sur le rapport de mission du Groupe International Consultatif au Tchad du 14 au 20 novembre 2001, enregistré à la Coordination le 4 janvier 2002. Les observations ont été transmises au Groupe.

21 février 2002 : le Coordinateur National, entouré de ses collaborateurs a eu une séance de travail avec le directeur général de la Banque mondiale M. Shengman Zhang, accompagné de ses collaborateurs et du Représentant résident de la Banque au Tchad.

Quatre points ont été abordés au cours de la séance:

- la communication publique ;
- le fonctionnement du Collège de surveillance et le contrôle des revenus pétroliers ;
- le plan de développement régional de la zone pétrolière ;
- le développement des petites et moyennes entreprises.

26 février 2002 : le Coordinateur National, entouré de ses collaborateurs a rencontré trois des membres de la commission permanente pétrole locale (CPPL). Le point focal des discussions a porté sur la mise en place d'un cadre permanent de dialogue entre la commission, la Coordination Nationale et ESSO. La CPPL doit faire une proposition à ce sujet.

1^{er} mars 2002 : le Coordinateur National Adjoint, entouré de ses collaborateurs, a présidé une réunion de prise de contact avec la société WILLBROS, chargée de l'installation du pipeline. La société était représentée à cette réunion de prise de contact par son directeur général adjoint. Au cours de la réunion, les points ci-après ont été évoqués :

- la question d'importation des équipements, l'approvisionnement et les services ;
- le calendrier de réalisation des travaux en territoire tchadien et camerounais à transmettre au directeur général adjoint de TOTCO ;
- la procédure de recrutement, la formation des tchadiens et la priorité à la main d'œuvre locale ;
- la formation pratique des tchadiens sur un tronçon de premiers cinquante kilomètres de pipeline en territoire camerounais, puis au Tchad, avant de procéder à un recrutement progressif de la main d'œuvre pour la pose du pipeline ;

- la diffusion à la Coordination Nationale de la liste nominative aux postes à pourvoir (conducteurs des engins lourds, électriciens, soudeurs, et autres);
- la transmission à la Coordination Nationale de la liste des travailleurs étrangers qui seront sur le chantier du pipeline ;
- la procédure d'octroi des autorisations de travail pour les travailleurs étrangers. Sur ce point, le directeur général adjoint de WILLBROS a déclaré que les travailleurs étrangers ne viendront que pour des postes très précis dont la qualification n'existe pas localement. La main d'œuvre étrangère viendra de la Colombie, d'Egypte, etc. Il sera remis aux travailleurs étrangers la carte API (American Petroleum Institute), pour les différencier des autres étrangers ne travaillant pas pour le compte de WILLBROS ;
- le choix par WILLBROS du cabinet HENRI installé à NDjamena pour les aspects fiscaux et douaniers ;
- l'ouverture des bureaux de WILLBROS à Gadjibian dans la zone pétrolière. A cet effet, une équipe du cadastre sera désignée pour délimiter le lieu d'installation des bureaux de la société dans la zone de Gadjibian.

Le Coordinateur National Adjoint a insisté sur la procédure de recrutement. Il a répété au contractant WILLBROS de collaborer étroitement avec l'Office Nationale pour la Promotion de l'Emploi, éviter de créer des mécontentements socio-professionnels au niveau des travailleurs aux chantiers.

05 mars 2002 : Le Coordinateur National Adjoint, entouré de ses collaborateurs a présidé une réunion à l'occasion de la visite du Collectif des Opérateurs Economiques des Logones (COEL), venu exprimé ses préoccupations relatives aux activités de sous-traitances, détenues par les sociétés étrangères (marchés de fournitures, travaux, restauration, etc.). Cette visite de prise de contact a permis de recevoir des informations. Le Coordinateur National Adjoint a demandé au COEL de garder le contact avec la Coordination Nationale.

6 mars 2002 : la Coordination Nationale faisant partie d'une mission conjointe qui a regroupé les représentants d'ESSO-Tchad, de la douane, de la trésorerie régionale de Doba, des sociétés SDV et Doba Logistics, qui s'est rendue à Moundou pour apporter des clarifications aux malentendus au niveau des services de la douane et des contractants d'ESSO.

07 mars 2002 : une séance de travail a regroupé l'équipe de la Coordination Nationale et la mission de la Banque mondiale venue de Washington, conduite par M. Michel Pommier pour faire l'état d'avancement du projet de renforcement des capacités du secteur pétrolier et présenter le nouveau responsable de l'équipe de la Banque mondiale de ce projet affecté au Tchad, en la personne de M. Jérôme Chevalier.

Après la présentation, un certain nombre de points ont été évoqués :

- les rapports fonctionnels entre les structures impliquées dans le suivi du Projet Doba;
- la proposition au FACIL de se rapprocher de certaines ONGs telles que : FOSAP, ACODE, SEPRIC, BELACD, FINADEV, et autres, pour comparer les

conditionnalités d'octroi de crédit, retenir l'ONG qui serait plus avantageuse aussi bien pour la FACIL que pour les bénéficiaires ;

- les explications à la population à mieux comprendre le bien fondé du FACIL ;
- prendre attache avec le ministère de l'Education Nationale pour les projets d'infrastructures scolaires, le ministère de la Santé pour les infrastructures de santé;
- apporter quelques changements au chapitre VI relatif aux procédures administratives et financières dans le Manuel d'exécution .

Pour la réalisation de certains projets, il a été suggéré dans un premier temps, de réaliser les infrastructures de taille modeste, immédiatement utiles aux populations de la zone pétrolière en attendant d'autres réalisations.

En ce qui concerne l'octroi du crédit, FOSAP a été retenu pour une réunion d'information sur ses conditionnalités en matière de crédits.

08 mars 2002 : dans le cadre du démarrage des activités effectives du FACIL, une réunion a regroupé autour du Coordinateur National et le Coordinateur National Adjoint, les experts de la Coordination, le CTNSC, le FACIL et M. Michel Pommier de la Banque mondiale. Il a été discuté des conditionnalités d'octroi des prêts, du taux de remboursement, des organismes de financement possibles. Après un échange des avis, la formule du FOSAP a été reconnue comme étant stimulante.

08 mars 2002 : après une première réunion ce même jour, une deuxième s'est tenue pour étudier comment organiser la prochaine journée d'information publique dans la zone pétrolière. La date a été retenue (29 et 30 avril 2002).

Le projet de convention avec la radio BELAC a été abordée. A cet effet, une réponse est attendue du BELAC.

11 mars 2002 : Il s'est tenu autour du Coordinateur National une réunion avec le directeur des opérations ESSO (M. Le Sage), M. Yolla d'ESSO-Tchad, l'expert juriste et l'experte en communication. Il a été discuté des sujets sur l'emploi et les opportunités d'affaires au Tchad. Un rappel est fait aux représentants d'ESSO de:

- prendre contact régulièrement avec l'ONAPE et la législation du travail en ce qui concerne l'emploi des tchadiens et la main d'œuvre étrangère ; doter la branche pétrolière d'une convention d'entreprise ;
- développer la communication, informer davantage la population sur le torchage;
- diversifier les centres de lecture à Ndjama et dans les provinces (centres culturels tchadiens, établissements secondaires en passant par le ministère de la culture et de l'éducation nationale) ;
- organiser mensuellement la conférence téléphonique pour s'informer réciproquement de l'évolution des travaux.

12 mars 2002 : le Coordinateur National a pris part à une réunion au ministère de la Fonction Publique, sous la présidence du ministre. Les conflits socio-professionnels dans le cadre du projet Doba étaient au centre des discussions.

13 mars 2002 : le Secrétaire d'Etat à la Promotion Economique et au Développement a rendu une visite de courtoisie au Coordinateur National. Le Secrétaire d'Etat a fait cas au Coordinateur de deux préoccupations relatives à la mise en place du FACIL et les mesures d'urgence dans la zone du projet. L'assurance avait été donnée par le Coordinateur sur ces deux points.

13 mars 2002 : dans la même journée, l'assemblée nationale, à travers son comité de suivi du dossier sur les télécommunications, a entendu le Coordinateur National sur le différend opposant SOTEL-Tchad et OTRT à ESSO. Y ont pris part : Madame le ministre des Postes et Télécommunications, les présidents des conseils d'administration de SOTEL-Tchad et de l'OTRT, les directeurs généraux de SOTEL-Tchad et de l'OTRT, accompagnés de leurs collaborateurs.

La conclusion tirée par ce comité indiquait la reprise des discussions entre ESSO et SOTEL-Tchad-OTRT afin de trouver une solution à l'amiable.

Dans la même journée du 13 mars 2002, le Coordinateur National a pris part à une réunion présidée par le Premier Ministre au sujet des télécommunications ci-dessus évoquée. En conclusion et devant l'intransigeance des responsables de SOTEL-Tchad et de l'OTRT d'exiger d'ESSO une somme de 12 milliards de FCFA, il a été décidé que SOTEL –Tchad et l'OTRT saisissent les tribunaux locaux sans engager la responsabilité de l'Etat tchadien.

14 mars 2002 : Le Coordinateur National a visité le pont nouvellement construit sur la rivière Mbéré à la frontière Tchad-Cameroun. Cette visite a permis au Coordinateur National de rencontrer sur ce pont M. Adolphe Moudiki, Administrateur Directeur Général de la Société Nationale des Hydrocarbures au Cameroun, Président du Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines. A cette occasion, il y a eu des échanges de vue entre les deux chefs de délégations sur l'état d'avancement des travaux.

15 mars 2002 : le Coordinateur National a reçu le préfet du Logone Oriental qui l'a entretenu des points suivants :

- les rapports entre le consortium, les sous contractants et l'administration ;
- la sous-traitance locale au niveau de Doba.

Ces deux points ont été portés à la connaissance des responsables d'ESSO par le Coordinateur National.

Ce même jour (**15mars 2002**), le Coordinateur National a eu un entretien avec un des responsables de DobacLogistic qui est un sous-traitant d'ESSO, au sujet des problèmes rencontrés avec les transporteurs tchadiens. Le ministre des Travaux Publics a été saisi de la question par le Coordinateur.

15 mars 2002 : un des contractants du consortium, spécialiste dans le domaine de transport d'équipements, accompagné de M. Yolla d'ESSO-Tchad se sont présentés à la Coordination Nationale pour une prise de contact, au cours duquel le contractant a exposé ce qui suit :

- le niveau de tonnage des équipements à transporter de Douala au Tchad (445 000 tonnes) ;
- l'itinéraire et la destination Ngaoundal ;
- le retard accusé du fait de la grève des transporteurs pour cause de la clé de répartition et du changement de destination Ngaoundal au lieu de Ngaoundéré .

Pour ne pas perturber le calendrier d'exécution du projet, la Coordination Nationale a suggéré au représentant d'ESSO de prendre contact avec le ministère des travaux publics pour la question concernant la clé de répartition. Pour ce qui est de la destination Ngaoundal, le consortium a justement effectué des travaux d'entretien de la voie ferrée pour réduire le coût de transport au kilomètre; donc il s'agit plutôt de discuter avec les chauffeurs grévistes pour les amener à accepter de transporter les matériels jusqu'à Ngaoundal. Le manque des points de restauration et d'hébergement à Ngaoundal exprimés par les transporteurs grévistes se résoudra du fait de l'arrivée régulier des transporteurs sur cette destination; des bonnes volontés ayant le sens des affaires créeront des points de restauration et d'hébergement.

18 mars 2002 : visite du nouveau directeur général d'ESSO-Tchad à la Coordination Nationale. Il s'agit de M. Don Royal, présenté par M. André Madec, vice-Président du Projet. Au cours de la visite, le Coordinateur National, après le souhait de la bienvenue adressé au nouveau directeur général, a attiré son attention sur les points suivants :

- la nécessité d'avoir le contact régulier entre ESSO et la Coordination Nationale, entre ESSO et ses contractants, entre ESSO et les services de l'administration ayant un rapport avec les activités du consortium;
- résoudre les conflits socio-professionnels ;
- doter le secteur pétrolier d'une convention d'entreprise ;

25 mars 2002 : le Coordinateur National a accordé une interview au journal "Le Progrès", relative à la réduction de la piste d'aviation de Komé.

27 mars 2002 : le Coordinateur National a accordé une interview au sujet de la réduction de la piste d'aviation à Télé-Tchad.

28 mars 2002 : une séance de travail a réuni à la Coordination Nationale, l'équipe de la Coordination et celle du ministère des Finances, sous présidence du Coordinateur National pour la préparation du budget 2003, le cadrage macro-économique et l'élaboration du produit intérieur brut.

28 mars 2002 : après une première, le Coordinateur National entouré de ses collaborateurs, a reçu quelques responsables de la société contractante TCC. Ce sont MM. Jean François Moutte et Morga venus rendre compte à la Coordination Nationale du travail accompli avec les responsables de la direction du travail et l'Office National pour la Promotion de l'Emploi. Les questions relatives à l'emploi prioritaire de la main d'œuvre tchadienne, l'importation de la main d'œuvre étrangère doit être justifiée par une carence au niveau locale. Il a été également demandé à la société d'assouplir certains critères de recrutement qui tendent à écarter systématiquement les nationaux.

Section juridique

L'expert juriste, durant le trimestre a pris attache avec :

- l'inspection du travail au sujet de la convention d'entreprise dans la branche pétrolière. A cet effet, ESSO-Tchad a été saisi par une série de correspondances et de contacts directs lui demandant de s'accorder avec les employés sur principe de régir son personnel et ceux des sous-traitants par la convention d'entreprise;
- la direction du pétrole et la direction juridique du ministère des Affaires Etrangères pour l'élaboration d'un acte mettant sur pied l'équipe tchadienne devant faire partie de la commission mixte Tchad-Cameroun prévue par l'accord bilatéral du 8 février 1996 entre la République du Tchad et la République du Cameroun en vue de suivre l'exploitation et l'entretien du Système de Transport ;
- ESSO-Tchad et la STAR Nationale pour des informations concernant la souscription de polices d'assurance par ESSO et ses contractants, prévues par la convention d'établissement de TOTCO ;
- le cabinet canadien Stikman, Elliott pour une formation aux accords de prêts aux responsables des départements ministériels et autres impliqués dans le suivi desdits accords.

Section Liaison et Sécurité

Du 11 au 18 février 2002 : une mission de la Coordination Nationale s'est rendue dans la zone pétrolière conduite par l'Officier Supérieur Chargé de Liaison et Sécurité. La délégation a rencontré successivement les responsables de la sécurité d'ESSO et quelques responsables des sociétés sous-traitantes en activité dans la zone pétrolière au sujet des comportements discourtois et ségrégationniste de quelques expatriés relevés par les employés. La délégation a rencontré également les autorités administratives à Doba.

26 février 2002 : l'Officier Chargé de Liaison et de la Sécurité a pris part à une réunion au cours de laquelle il a été discuté de la question sur le financement de la Banque mondiale dans cadre du Projet Doba. Cette réunion a regroupé la Coordination Nationale, la Commission Permanente Pétrole Local et la société civile. L'objet était de s'assurer tous ensemble du suivi des prêts, de l'évolution du plan de développement et du respect des conditions nécessaires à l'emploi.

27 février 2002 : une fiche a été adressée à la direction générale d'ESSO Tchad, relevant le comportement des éléments cop-gardes à Komé. Ces éléments ont infligé des coups et menotté un des chauffeurs en service dans le projet.

28 février 2002 : il a été décidé au cours d'une réunion de la création de deux brigades, l'une à Komé base, l'autre Komé 5. Par la suite, cette décision est matérialisée par la publication de l'arrêté N°032/MDNR/EMP/02 du 05/02/02.

Section Communication

Du 16 au 20 janvier 2002 : un comité de présélection du personnel de l'unité de communication a procédé à la présélection des candidats aux postes de journalistes pour l'unité de communication à la Coordination Nationale, dans le cadre du projet de renforcement des capacités de gestion du secteur pétrolier (crédit 3373 CD) . Le travail du comité de présélection a été soumis ensuite à M. George Collinet, consultant en communication auprès de la Banque mondiale pour la sélection définitive de deux journalistes.

Les 24 et 25 janvier 2002 : la section communication a organisé les journées d'information publiques à Bébidjia. Ces journées ont regroupé environ 200 participants, parmi lesquels des représentants du gouvernement, de la Banque mondiale, d'ESSO, les ONGs, la société civile et les représentants de la population locale.

Le 30 janvier 2002 : la journée d'information publique a eu lieu à Ndjamena. Cette journée a regroupé en outre les représentants du Gouvernement, de la Banque mondiale et d'ESSO, ceux des ONGs, de la société civile, des chefs religieux, des organisations nationales et internationales.

Le Projet s'est engagé à diffuser des informations au public à travers un magazine bilingue qui sera distribué auprès du public deux ou trois fois par an et des rapports trimestriels qui seront publiés sur le site Web du projet www.esso Chad.com.

Les possibilités d'une large diffusion des rapports sur papier des différentes missions de supervision des Groupes externes de la Banque Mondiale (ECMG et IAG) sont en étude.

Les Journées d'Information Publiques seront organisées autour de quatre (04) thèmes principaux :

- ☞ Bilan des travaux : Construction - Production ;
- ☞ Aspects Environnementaux : Suivi de la qualité de l'air , contrôle et prélèvement des eaux, gestion des déchets ;
- ☞ Aspects Socio-Démographiques : Code du travail, traitement des dossiers et recrutement ;
- ☞ Aspects Economiques : FACIL, Plan de Développement Régional, Compensations retombées économiques, Renforcement des Capacités.

Le 07 février 2002 : le Coordinateur National a accordé une interview à la Voix de l'Amérique au sujet du Projet pétrolier de Doba .

Le 19 février 2002 : par une correspondance en date du 18 février 2002, la Coordination Nationale a obtenu l'avis de non objection de la Banque mondiale pour le recrutement de deux journalistes : MM. Yaya Mahamat Moundet et Ladjal Callixte .

Le 20 février 2002 : le Coordinateur National a accordé par téléphone une interview au magazine FORTUNE. L'entretien portant sur le projet pétrole de Doba, est paru dans son numéro 500 du mois d'avril 2002.

Section fiscale et douanière

Le premier trimestre a été essentiellement consacré à l'appui apporté à l'inspection générale des finances pour l'étude des dossiers contentieux et au recouvrement des droits et taxes dûs par le consortium et ses sous-traitants à la suite de l'interprétation de la convention révisée de du 19 décembre 1988 au point relatif à la redevance statistique.

Par ailleurs, la Coordination a suivi la mise en place des agents sur le site de Mbéré où il est construit un pont reliant le Tchad et le Cameroun.

II. Direction du Pétrole

Il ressort du rapport de suivi de la composante pétrole que les activités de construction du pipeline d'exportation et des installations de production du projet s'étalent sur plusieurs chantiers avec un rythme acceptable.

L'exécution des travaux sur le site se résume au cours du 1^{er} trimestre 2002 comme suit :

*** Construction des aires destinés au stockage des matériels et camps de construction**

Le camp de Bam et une aire de stockage de matériels et des tubes destinés à la construction du Système de Transport à Kagopal est achevée.

Le Camp de Komé base a été élargi pour permettre d'accueillir les travailleurs et les équipements des sociétés: SubSahara Services Inc(SSI), Pride (société de forage), Doba-Logistic, Schlumberger, Esso et autres sous-traitants.

La construction du Camp Principal (Base-vie) à Komé-5 est en cours de réalisation ; plusieurs cabines préfabriquées sont déjà construites ; une cuisine avec des matériaux durables est achevée. Mais l'arrivée tardive des équipements et matériels destinés à la construction des cabines a causé une crise de logement des personnes venues pour les travaux.

Il est urgent d'accélérer la construction du camp principal et les camps pionniers afin de résoudre le problème de logement du personnel du projet.

*** Construction des centres de collecte**

Un centre de collecte est en cours de construction dans le champ de Miandoum. La fondation des générateurs électriques et celle des réservoirs sont en construction. Des structures provisoires servant de bureaux et de salle de restauration, sont déjà opérationnelles.

*** Transport des Matériels lourds**

Le Consortium décidé au courant du premier trimestre de transporter les matériels lourds par voie aérienne du lieu de provenance à destination de Ndjamena, ensuite, les matériels seront acheminés par voie terrestre de Ndjamena à Komé

Cette variante, selon le calcul fait, réduirait les coûts et le délai d'exécution du Projet. La première production serait effective en juin 2003 au lieu de fin 2003.

*** Préparation des sites de forage de puits de production et routes d'accès.**

Plusieurs emplacements de puits de production sont identifiés ; la construction des sites de forages. Une cinquantaine des sites déjà terminée. Une partie de préparation des sites est attribuée à SATOM qui se chargera de construire environ 50 sites de forage des puits de production. Les routes d'accès aux plate-formes sont construites en latérites.

Mais les emplacements de puits sont parfois modifiés, déplacés suite aux études des experts du consortium. Cela engendre une perte de temps et un accroissement de coûts.

Il serait souhaitable de bien analyser les zones d'emplacements de forage avant d'engager la construction.

*** Forages des Puits d'exploration et de Production**

Deux de trois appareils(Rig de forage 340 et 341) sont opérationnels ; le troisième (Rig 342) est en cours de montage. Le forage des puits de production a commencé au mois de février 2002. En tout pour ce trimestre quatre forages d'exploration ont été exécutés dont trois positifs. Le forage des puits de développement a commencé en février 2002. Recommandation a été faite de revoir et améliorer le problème de vibreur pour pouvoir contenir la boue de forage et la déverse hors de la fosse.

*** Transport des matériels et équipements de construction**

La société Doba Logistic qui transporte les équipements et matériels à partir du Cameroun continue d'en assurer mais avec un petit retard vu l'état actuel des routes et la mauvaise organisation des transporteurs. La Direction du Pétrole exprime pour ce fait la nécessité d'accélérer la consolidation des routes entre M'beré et Doba.

*** Rotation des ingénieurs**

Il est à relever qu'au cours du trimestre, pour le suivi des activités de construction du Projet, il a été retenu que des ingénieurs de la Direction du Pétrole fassent la rotation sur les chantiers mais il s'avère que le personnel qualifié de la Direction est en nombre insuffisant. Il est urgent de procéder au recrutement des ingénieurs pétroliers en complément d'effectif.

Au niveau de la direction, il est mis en place un sous commission par le chef de projet qui est chargée d'examiner les dossiers de candidature aux postes de secrétaire, informaticien et documentaliste. A cet effet, des avis de recrutement sont publiés dans les journaux de la place.

*** Construction des routes entre le Pont de M'Beré et Komé**

La construction des routes qui a commencé au mois de septembre n'est pas achevée ; seulement une centaine de kilomètres de latérite a été réalisée. En janvier 2002, les matériels devraient transiter par le pont provisoire de Mbéré déjà opérationnel prend du retard du fait de l'état dégradant actuel des routes. Afin de combler le retard dans la construction des routes, la Société de David Terrassement a signé un contrat avec la société SATOM pour une construction partielle. Il est prévu que les travaux finissent en juin 2002.

*** Construction du Pont sur la rivière M'Beré**

En mars, les piliers du pont sur la rivière Mbéré sont terminés. La construction des trottoirs se poursuit. Il est prévu que le pont définitif sera effectivement ouvert au public très bientôt.

La construction du centre de traitement du Brut a débuté avec la fondation des bâtiments devant abriter les appareils de traitement et les plate-formes des générateurs d'électricité. Trois de cinq séparateurs d'huile sont posés sur leur support. Les fondations de Réservoirs de stockage d'huile et d'eau sont en construction.

*** Production artisanale de graviers**

Dans le cadre d'exécution des recommandations du séminaire de Bébidja, tenu du 24 au 25 janvier 2002, les responsables d'Esso et de TCC ont commencé à acheter du gravier auprès de la population locale à partir du 19 mars 2002 .

Contrôle Financier et Audits de compte du Consortium

Les activités de construction du Projet entreprises par le Consortium et ses sous-traitants engagent des moyens financiers importants. La manière d'imputer les coûts des activités au Projet n'est pas transparente. L'audit des comptes du Consortium actuellement en cours permettrait de détecter certaines discrétions.

L'audit du compte du Consortium est assuré par le cabinet ANDERSON, qui a commencé sa prestation au cours du 4^{ème} trimestre de l'année 2001 et se poursuit en 2002. Y participent des experts de la Direction du Pétrole, de la Coordination Nationale et du Ministère des Finances.

La Direction du Pétrole relève également le manque de transparence dans l'affectation des coûts au Projet. Les dossiers à cet effet sont entourés de confidentialité. C'est pourquoi, la direction exige le recrutement d'un expert pour un contrôle financier continue et diffuser les résultat à la direction.

III. Comité Technique de Contrôle et de Suivi

Le Comité Technique de Contrôle et de Suivi (CTNSC) a la charge d'assurer le suivi et le contrôle des impacts environnementaux et sociaux du projet pétrolier de Doba. Les activités au cours du trimestre sont résumées ci-après :

*** Activités de construction**

- l'amélioration des routes est orientée vers les travaux de maintenance et de réparation de la surface de la route et la pose des buses ;
- la poursuite des travaux de construction de 25 premières plates formes de puits de pétrole et des voies d'accès ;

Mais la circulation des nombreux convois de camions transportant les tubes et le matériel depuis le port de Douala soulève considérablement de la poussière, créant un malaise chez la population riveraine et aux plantes situées aux abords de la route. On observe également la présence de nombreuses ornières et nids de poule.

*** Situation des compensations**

Les paiements au titre des compensations en espèces se poursuivent au profit des personnes affectées par le déplacement, laissant leurs terrains pour les emplacements de forage et les voies d'accès.

Le montant des paiements en espèce pour le trimestre est estimé à 320 millions de F.CFA. Mais il y a des réclamations des villageois sur l'indemnisation. Les réclamations sont à l'étude.

En ce qui concerne les compensations en nature, les difficultés persistent. Les charrues et charrettes, bien que commandées, ne sont toujours pas livrées aux bénéficiaires.

La GTZ (Deutsche Gessellschaft Fur Technische Zusammenarbeit) est retenue comme l'organisme devant exécuter le programme d'indemnisation communautaire au Tchad en collaboration avec une ou plusieurs ONG tchadiennes.

*** Programme d'assistance et d'amélioration de la santé de la communauté**

Les dispensaires des bases sont en place et sont fonctionnels. Un contrat est signé entre ACODE et l'hôpital de Bébédjia pour l'aspect distribution, l'éducation et le traitement des moustiquaires dans les villages de la zone du projet. Des fonds ont été octroyés pour une enquête et une campagne de traitement de la trypanosomiase aux environs de Bodo où la maladie a été identifiée, reconnue endémique.

*** Personnel et assistance technique**

Aujourd'hui, mis à part le Superviseur sur site et l'assistant technique sur site opérationnel, quatre professionnels prévus pour l'équipe sont à pied d'œuvre sur le terrain. Il s'agit d'un

expert biophysique forage, d'un expert socio économique, d'un expert et d'un agent en santé sécurité. Le recrutement du personnel restant, sera effectué au cours du deuxième trimestre.

Pour la sélection du personnel national, plusieurs avis de non objection ont été donnés par la Banque mondiale pour la signature des contrats avec des experts tchadiens sélectionnés aux postes de : biophysique, socio-économie, santé, suivi et évaluation, passation des marchés, cartographe, etc. Le Secrétariat Exécutif du CTNSC a parachevé les négociations avec les intéressés en janvier et février 2002. Ils sont aujourd'hui opérationnels .

L'examen des dossiers de candidature au poste d'assistant technique auprès du Secrétaire Exécutif du CTNSC à N'Djaména est en cours.

Des expressions d'intérêt reçues dans le cadre de l'avis relatif au service de panel d'experts. Un dossier d'appel d'offres est préparé. Cet appel d'offres est lancé en mars 2002 après avis de non objection de la Banque mondiale.

Dans le cadre des mesures d'urgence, des contrats sont signés en vue d'une assistance technique pour les études de faisabilité et supervision des travaux de construction d'infrastructures publiques (marchés, abattoirs, marché à bétail), l'étude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou, l'étude et la supervision des travaux de construction d'infrastructures eau, assainissement et déchets urbains à Doba et Bébédjia ; campagne de prévention MST/SIDA, gestion durable des forêts. Le CTNSC est en train d'examiner les premières conclusions de certaines de ces études pour prise de décision.

* Réunions et communications

Le tableau ci-dessous récapitule les réunions organisées durant le trimestre.

Date	Consultation	Nombre de participants	Lieu
Du 24 au 25 janvier 2002	Journées d'information publique à Bébédjia	150	Bébédjia
Le 26 janvier 2002	Mission ECMG	16	N'Djaména et Zone Pétrolière
Le 26 janvier 2002	Réunion Comité de Pilotage du FACIL	20	Bébédjia
Le 28 janvier 2002	Réunion avec le DG/MTPTHU au sujet des moniteurs MTP	04	N'Djaména
Le 29 janvier 2002	Réunion à la BM sur le cheminement des contrats, bilan JIP de Bébédjia, Convention avec le BELACD	05	N'Djaména
Le 30 janvier 2002	Journée d'information publique à N'Djaména	200	N'Djaména
Du 01 – 04 Février 2002	Mission BM – Ted Ahlers	15	N'Djaména - Zone Pétrolière
Le 05 Février 2002	Réunion CTNSC : RI, Budget, PTA, Missions	26	N'Djaména
Le 13 Février 2002	Réunion CTNSC : Suite	24	N'Djaména
Le 18 Février 2002	Réunion avec les Mairies de Doba et de Bébédjia, l'Inspection Primaire : – Mesures d'Urgence Additionnelles	27	Doba – Bébédjia
	Visite du Vice Président de la		

Le 20 Février 2002	Banque Mondiale : Etat d'avancement du Projet et constat sur les blocages	Divers	N'Djaména – Zone Pétrolière
Le 21 Février 2002	Réunion avec la Mairie de Doba, l'AVOVP et l'Inspection Primaire : Mesures d'urgence additionnelles	18	Doba
Le 23 Février 2002	Réunion avec le BEGRS : Etude Réseaux Eau Assainissement Déchets : Etat d'avancement et Calendrier	7	Komé
Le 24 Février 2002	Grève du Personnel TCC : Négociation pour Reprise du travail	23	Komé
Le 25 Février 2002	Réunion avec le Préfet de Doba : Compte rendu des activités du Projet	02	Doba
Le 26 Février 2002	Mission conjointe de terrain CTNSC/SP/ESSO : Problème des éleveurs	05	Zone Pétrolière
Le 27 Février 2002	Réunion à la Mairie de Doba : Finalisation de la Convention avec l'AVOVP avec l'appui du BEGRS	15	Doba
Du 02 au 03 Mars 2002	Réunion du Comité de Pilotage du FACIL :	18	Doba
Du 03 au 05 Mars 2002	Réunion avec le secrétaire Exécutif du CTNSC : Etat d'avancement du Projet	06	Komé
Du 03 au 13 Mars 2002	Mission BM – M.Pommier/J.Chevalier : Evaluation du Projet	Divers	N'Djaména
Du 08 au 09 Mars 2002	Réunion avec Mission BM : Etat d'avancement Mesures d'urgence et renforcement des capacités	08	N'Djaména
Le 10 Mars 2002	Réunion avec l'ACODE : Convention Opération Ville propre de Bébédjia	02	N'Djaména
Le 12 Mars 2002	Réunion avec le Président du CTNSC, le SE et le Directeur du FACIL : Budget CTNSC et PTA	03	N'Djaména
Du 16 au 17 Mars 2002	Réunion avec le Président du CTNSC et le Responsable de Suivi Evaluation : Budget et PTA	03	N'Djaména
Le 18 Mars 2002	Formation sur la Qualité de l'air : Moniteurs Esso, CTNSC, Contracteurs	30	N'Djaména
Le 20 Mars 2002	Réunion CTNSC : RI, PTA, Budget	21	N'Djaména
Le 21 Mars 2002	Réunion avec le Directeur Socio de Esso et Mme Brown : Thèmes des journées d'information d'avril 2002	03	N'Djaména
Le 25 Mars 2002	Réunion avec le Directeur Socio de Esso et Mme Brown : programme des consultations dans la zone pétrolières	03	N'Djaména
Le 30 Mars 2002	Réunion avec le Consultant Adoum Djibrine : Etat sanitaire du District de Doba et Bébédjia	04	Komé

Il est à noter également que les consultations publiques effectuées au cours du trimestre ont porté sur les attentes des populations locales : l'emploi, la sécurité routière, la gestion des revenus, la santé, le SIDA, l'agriculture et l'élevage. Lors de ces consultations organisées dans la zone du projet, particulièrement à Komé, Béro et Miandoum, les participants ont exprimé des plaintes par rapport aux promesses non tenues faites par Esso (forage de puits, construction des écoles, et centres de santé etc.), l'aide en développement, l'élévation du taux de recrutement dans leur village, la remise en état des pistes endommagées par les véhicules du projet, l'assistance en bois de récupération. Pour les essais de puits, il est prévu d'organiser des consultations publiques aux mois d'avril et mai 2002.

Suite à un échange de correspondances entre Esso et CPPL, il a été convenu au cours de trimestre une visite des sites du Projet d'Exportation Tchadien par les représentants de la société civile au début du mois d'avril 2002.

*** Compensation des riverains (champs pétroliers et oléoduc)**

Le montant total des compensations payées en espèce par le projet au cours du trimestre s'élève à 320 millions de Francs CFA. Mais les villageois se plaignent du fait que la compensation des arbres fruitiers en brousse (le karité) n'est pas conséquente. Par ailleurs, la livraison du matériel aux paysans dont les terrains sont affectés au projet n'est toujours pas effectif ; et cela va à l'encontre de ce qui était prévu.

*** Equipements et fournitures**

Les matériels roulants restants (motos, vélos) sont livrés en mars 2002. Pour le matériel informatique, contrairement à ce qui a été convenu, jusqu'à la fin du premier trimestre la livraison n'est pas effective.

*** Locaux nécessaires**

Une demande d'avis de non objection a été adressée à la Banque mondiale pour le lancement des travaux de construction à N'Djaména d'un nouveau bâtiment pour le CTNSC.

Concernant la présence sur site, la Banque Mondiale a donné un avis de non objection pour la location de bureaux à l'ITRAD de Bébédjia. La construction de bureaux du CTNSC à Komé est encore en l'étude.

*** Impacts environnementaux**

Dans le cadre du suivi des impacts environnementaux du projet pétrolier, le projet n'a pas connu de situation de non conformité critique qui aurait pu entraîner l'endommagement des ressources spécifiques protégées ou donner lieu à des dommages probables imminents. Seulement quelques situations de non conformité ont été relevées par les responsables du Plan de Gestion de l'Environnement du projet et elles sont toutes prises en charge par le projet.

Les domaines dans lesquels ces situations ont été identifiées sont les suivants :

- inadéquate gestion des déchets
- inadéquate gestion des hydrocarbures
- manque d'hygiène et de salubrité

- travail effectué en dehors des zones autorisées
- entretien ou manipulation du matériel non adéquat.

*** Réponse en cas de déversement d'hydrocarbures**

La préparation du Plan Gouvernemental de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures se fait de façon lente : les termes de référence du Plan Gouvernemental sont achevés le 13 mars 2002 ; les consultants sont en cours d'identification.

*** Impacts sociaux du projet et relations de travail**

A la suite de la grève des travailleurs de TCC en février 2002, les représentants des travailleurs et ceux de la direction de TCC se sont réunis sous la présidence du représentant du préfet du département du Logone Oriental pour examiner les revendications des travailleurs. Les conclusions et recommandations de cette réunions sont les suivantes :

- paiement d'un supplément de 2 heures par jour équivalent à 20% d'augmentation sur le salaire de base avec effets financier rétroactif au 1^{er} janvier 2002 ;
- évaluation des travailleurs et proposition de promotion avec effets financiers rétroactif au 1^{er} janvier 2002 ;
- prise en charge médicale des familles ;
- paiement des droits d'écolage des enfants des travailleurs ;
- mise en place d'économats ;
- continuer le dialogue entre travailleurs et patronat pour résoudre les problèmes afin d'éviter les grèves ;
- respecter des dispositions du code de travail et du règlement intérieur de l'entreprise.

Un comité de suivi des engagements est mis en place pour veiller à la bonne application des points ci-dessus.

*** Etude de planification urbaine de Doba, Bébédjia et Moundou**

Le rapport préliminaire est achevé, soumis aux partenaires du projet, aux personnes physiques et morales pour les informer et les sensibiliser sur la problématique de l'urbanisation au niveau des deux villes de Doba et Bébédjia et les solutions qui pourraient être envisagées pour son atténuation.

*** Construction de marchés publics, d'abattoirs et d'un marché aux bestiaux (à Doba et Bébédjia)**

Le retard dans l'attribution du contrat à l'ASECJF est dû à la plainte déposée en septembre 2001 par le Groupement SAAI/ARCAD et retirée par le même Groupement en décembre 2001. La plainte du Groupement présumait une procédure d'évaluation inappropriée. La notification de la non objection de la Banque Mondiale intervenue le 15 février 2002, a permis d'entamer les négociations avec le Groupement ASECJF pour la signature d'un contrat prévu pour avril 2002.

*** Assainissement eaux pluviales et collecte d'ordures (Doba et Bébédjia)**

Le contrat avec BEGRS est signé ; le consultant a commencé le travail avec les municipalités de Doba et Bébédjia en janvier 2002. Il a terminé les APD au début mars 2002.

Afin de permettre le démarrage effectif des travaux de remise en état des réseaux d'eaux pluviales et de construction des bacs à ordures et latrines publiques à Doba avant la saison des pluies ; un avenant au contrat BEGRS est signé avec l'avis de non objection de la Banque mondiale et le calendrier suivant a été arrêté:

- du 15 au 27 mars 2002 : finalisation du DCE et arrêt de la liste restreinte des entreprises ;
- du 27 mars au 09 avril 2002 : consultation des entreprises et remise des offres ;
- du 09 au 17 avril 2002 : dépouillement, analyse des offres et demande de non objection pour attribution et signature de contrat ;
- le 02 mai 2002 : notification et démarrage des travaux.

Deux projets de convention pour l'opération ville propre proposée par les municipalités de Doba et Bébédjia ont été établis et présentés à la Banque mondiale qui a donné un avis de non objection. Les deux conventions ont été signées le 12 mars 2002.

*** Renforcement de la production d'eau potable (Doba)**

Le creusement et l'équipement du nouveau forage de Doba est regroupé avec le projet de forages ruraux. La demande de non objection à l'attribution du marché à l'entreprise STH a été rejetée par la Banque mondiale en raison de l'absence d'explication sur le rejet des offres moins-disantes de COFOR et SETUBA. La commission technique d'évaluation a été interpellée pour entamer une nouvelle évaluation technique qui devra parvenir à la Banque Mondiale à la mi-mars 2002.

*** Suivi socio - démographique des populations**

Le CTNSC et l'Association Tchadienne pour l'Etude des Populations (ATEP) ont établi une convention en vue de mener les premières enquêtes socio-démographiques dans la région. La convention est transmise à la Banque mondiale pour avis de non objection.

*** Campagne de forages ruraux**

Le CTNSC a actionné le comité technique d'évaluation pour le dépôt son rapport avant la mi-mars 2002. Le contrat de la supervision des travaux et l'animation villageoise sera confiée à la direction de l'hydraulique avec laquelle le CTNSC va signer la convention de supervision des travaux et d'animation villageoise.

*** Campagne de prévention MST/SIDA**

Le PPLS a soumis son premier rapport d'analyse sur la situation sanitaire du projet. Le niveau d'analyse est faible. Il est entendu que le PPLS reprendra la rédaction du rapport en intégrant les commentaires du CTNSC. Compte tenu du statut actuel du PPLS (fin du premier projet), et dans le souci de poursuivre la mise en œuvre du plan VIH/SIDA, un contrat de courte durée (04mois) est en voie de signature avec le Dr Yves Alexandre, avec l'accord de la Banque mondiale.

*** Fonds d'Actions Concertées et d'Initiatives Locales (FACIL)**

Au cours du premier trimestre 2002, le Comité de Pilotage du FACIL a tenu sa troisième et quatrième session ordinaire respectivement le 26 janvier 2002 et le 1^{er} et 2 mars 2002. Il a aussi tenu une session extraordinaire le 15 et 16 mars 2002 à Bébédjia. La session extraordinaire a été consacrée essentiellement à la validation de la sélection du personnel et au complément d'informations sur les projets de subvention des infrastructures de base. Lors des sessions ordinaires, le Comité de Pilotage du FACIL a examiné surtout les dossiers de subvention, les termes de référence du programme de développement régional, la situation des équipements et l'état d'avancement des négociations sur le taux de crédit des AGR avec les SFD.

*** Plan de Développement Régional (PDR)**

Le Consultant ACODE a produit le document provisoire du CDR. Ce document a fait l'objet d'amendements de la part des membres du Comité de Pilotage du FACIL. Un délai a été donné au Consultant en vue de produire la version définitive du CDR avant la fin du mois de mars 2002.

IV. Consortium

Ci-après résumé les activités du consortium au cours du 1^{er} trimestre 2002:

*** Financement :**

- il y a eu signature d'une convention entre le gouvernement du Tchad et le consortium, dont l'objet est l'amélioration et l'utilisation de la route Ndjamena-Komé pour le transport des équipements lourds ;
- il a été procédé au tirage sur les prêts principaux de l'ordre de 55,1 millions de dollars (en somme les tirages s'élèvent à 167 millions de dollars).

*** Exploration :**

- trois forages ont été effectués à Nya, Kayra et Moundouli et à l'évaluation des bassins de Doséo ouest, le puits de Badila, la sismique dans les zones de Borogop, Mangara, Mbiku et Bangala .

*** Forage et Développement:**

- trois puits d'exploration à Nya, Kayra et Moundouli ;
- des puits de développement effectués;

- les rapports de puits de développement sont terminés ;
- la construction du camp mobile est terminée ;

*** Installations de surface :**

- l'état d'avancement de la construction des installations de surface au cours du premier trimestre est estimé à 17% ;
- 49% des matériaux destinés à Komé sont arrivés effectivement à destination ;
- la construction mécanique du centre de traitement du pétrole brut a commencé ;
- l'emprise des lignes aériennes à haute tension et du pipeline entre Komé et Miandoum a été effectuée. Des dédommagements ont été accordés ;
- la construction des bâtiments des stations de pompage a commencé ;
- un contrat a été attribué à la Société Moderne de Construction pour la construction d'un hangar à l'aéroport de Ndjamena.

*** Système de Transport :**

Pipeline :

- la fabrication des tubes correspondant à 1.089 km Komé-Kribi est terminés ; une plus grande quantité déjà livrée au port de Douala;

Pont frontalier sur la rivière MBéré:

- l'amélioration de la route Komé-Bolobo et le pont est terminée, ouvert au trafic ;

*** installations offshore :**

- le navire pétrolier flottant qui sera fixé en permanence en mer à Kribi pour le stockage et le déchargement est acquis, placé au chantier naval Jurong Shipyard à Singapour ;
- les rapports des missions de reconnaissance sur le tracé du pipeline sous-marin et au littoral sont achevés et sont à l'étude

*** Télécommunications**

- la pose du câble à fibres optiques au Cameroun a commencé, les systèmes de communication provisoire utilisables pendant la construction du projet sont terminés ;

- les travaux de fondation pour l'abri des télécommunication du centre opérationnel de Komé ont commencé ; cependant, les discussions au sujet de l'augmentation de capacité de communication avec le gouvernement tchadien continuent ;

*** Opérations**

- un contrat de prestation de services à long terme est signé Entre ESSO et General Electric pour l'entretien des turbines de la centrale électrique ;
- le processus de sélection de pré-qualification de plusieurs fournisseurs potentiels de services d'entretien est terminé ;
- Polaris a apporté son assistance à la préparation des plans spécifiques d'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures pour le Tchad et le Cameroun ;
- les travaux de procédure de démarrage des opérations de production ont commencé ;
- six techniciens, après l'obtention de leur diplôme à l'institut de technologie d'Alberta sont affectés dans les centres opérationnels : au Canada et aux Etats-Unis, vingt-six tchadiens poursuivent leur formation à Alberta et vingt-six autres tchadiens poursuivent leur formation à Ndjamena ; quatre-vingt tchadiens ont passé l'épreuve d'entretien pour la sélection des ingénieurs et des cadres ;

*** Relations avec le Gouvernement tchadien et les prêteurs**

- le 5^{ème} rapport trimestriel du plan de gestion de l'environnement est achevé, diffusé aux Gouvernements tchadien et camerounais , aux prêteurs et à la société civile ;

*** Emploi et Formation du personnel tchadien au 31 mars 2002 par ESSO et ses contractants :**

- ESSO/TOTCO: 267
- David Terrassement: 750
- Tchad Cameroun Constructor: 2.050
- Pride Forasol : 276
- ISC (Schlumberger) : 177
- Coris : 14
- Sogea-Satom-Tchad: 120
- Doba Logistic-Tchad : données non disponibles

Total : 3.654

- au poste de supervision : 225
- au poste d'emploi qualifié : 2.123
- au poste de qualification intermédiaire :574
- emploi non qualifié :732

Total : 3.654

*** Socio-économie et environnement**

- à la fin du 1^{er} trimestre 2002 la somme des indemnités individuelles versée est de 276,2 millions de FCFA ;
- un projet d'amélioration de la route Ndjamenas-Komé a été élaboré ;
- les indemnités pour les camps de construction situés à Krim Krim et Moulkou ont été versées ;
- un responsable de GTZ est arrivé au Tchad pour coordonner la mise en œuvre du programme de compensations communautaires ;
- un contrat est signé entre ESSO et l'organisation pour le développement des ressources éducatives et formation technique, en vue de superviser la mise en œuvre d'un programme de formation sur l'amélioration des techniques agricoles ;
- un séminaire sur la qualité de l'air a été organisé à Ndjamenas en février, auquel ont participé l'équipe tchadienne du programme de gestion de l'environnement, les sous-traitants et des responsables gouvernementaux ;
- une station météorologique a été installée à Komé base pour la surveillance des émissions atmosphériques ;
- des puits ont été construits dans le cadre du réseau de surveillance des eaux souterraines régionales de l'OFDA ;
- des options sont à l'étude pour identifier et évaluer un programme de contrôle de la poussière autre que l'arrosage des routes et des sites de construction ;
- 159 réunions de consultations publiques ont été organisées sur divers sujets ; 7881 participants ont pris part aux diverses réunions.

*** Santé**

- 12.000 moustiquaires ont été distribuées au cours du trimestre ;
- 100 agents de santé villageoise ont été recrutés dans le cadre du programme de lutte contre la malaria ;
- 18 infirmières des dispensaires régionaux ont reçu une formation relative aux techniques de prévention, de traitement du paludisme et de traitement de moustiquaires à l'insecticide ;
- 8 moniteurs délégués par ACODE et MASOCOT pour un apprentissage des techniques de prévention du paludisme.

* Débouchés économiques

Durant le 1^{er} trimestre 2002, les dépenses effectuées par le projet pour les biens et services auprès des fournisseurs tchadiens s'élèvent 24.203.072.025 FCFA.

A titre de rappel : en 2001 il a été dépensé au profit des fournisseurs tchadiens 55,9 milliards de FCFA sans compter les dépenses de David Terrassement (au 1^{er} trimestre : 24,2 milliards FCFA ; au 2^{ème} trimestre : 6,6 milliards FCFA ; au 3^{ème} trimestre : 11 milliards FCFA ; au 4^{ème} trimestre 14,1 milliards FCFA).

* Relations Publiques

Un responsable a été contacté pour améliorer la communication au niveau local et avec le bureau du Coordinateur National sur les sujets liés à la communication. Des moyens sont identifiés pour améliorer la communication locale : radio, bulletins en dialecte local, arabe et français, diffuser les bandes vidéo au public, améliorer les rapports de communication avec les ONGs locales et le comité projet pétrole local.

* Budget 2002

Les dépenses réelles à la fin de mars 2002 et le budget 2002 sont détaillées ci-après :

Dépenses réelles à la fin mars 2002

	TOTCO	COTCO	Consortium	Total
EVALUATION/DEVELOPPEMENT				
Système d'exportation et infrastructure	13,0	60,7	15,7	89,4
Installations Champs, Station Pompage	4,2	26,7	108,6	139,5
Installations offshore	0,0	4,0	0,0	4,0
Gestion de projet	0,6	16,9	8,6	26,1
Bureau Tchad	0,4	0,0	1,8	2,2
Bureau Cameroun	0,0	0,9	0,0	0,9
Forage	0,0	0,0	21,5	21,5
Opérations de production et démarrage	0,6	3,4	3,6	7,6
Financement	0,2	3,2	0,0	3,4
Total DEVELOPPEMENT	19,0	115,8	159,8	294,6

EXPLORATION				
Sismique, géologie et géophysique	0,0	0,0	8,6	8,6
Forage/Divers	0,0	0,0	10,7	10,7
Total EXPLORATION	0,0	0,0	19,3	19,3
TOTAL DEVELOPPEMENT+EXPLORATION	19,0	115,8	179,1	313,9

Budget 2002 approuvé

	TOTCO	COTCO	Consortium	Total
EVALUATION/DEVELOPPEMENT				
Système d'exportation et infrastructure	53	241	70	364
Installations Champs, Station Pompage	10	76	183	269
Installations offshore	0	82	0	82
Gestion de projet	9	46	56	111
Bureau Tchad	1	0	7	8
Bureau Cameroun	0	6	0	6
Forage	0	0	189	189
Opérations de production et démarrage	4	19	22	45
Financement	1	4	0	5
Total DEVELOPPEMENT	78	474	527	1.079

EXPLORATION				
Sismique, géologie et géophysique	0	0	16	16
Forage/Divers	0	0	23	23
Total EXPLORATION	0	0	39	39
TOTAL DEVELOPPEMENT+EXPLORATION	78	474	566	1.118

TABLEAU DE TIRAGE SUR LES PRÊTS

TABLEAU 1

SYSTEME DE TRANSPORT TCHAD/CAMEROUN
TIRAGE SUR PRÊTS DE PREMIER RANG (en dollar US)

TOTCO

	Total tirages Année 2001	4^{ème} tirage 28 février 2002	Total des tirages Du 1^{er} trimestre 2002	Cumul de tirage à fin mars 2002
SFI	3.407.905,14	1.000.000.000	1.000.000.000	4.407.905,14
COFACE	173.630,25	2.200.291,87	2.200.291,87	2.373.922,12
US-EXIM	7.453.750,55	283.163,00	283.163,00	7.736.913,55
Total	11.035.285,94	3.483.454,87	3.483.454,87	14.518.740,81

COTCO

	Total tirages Année 2001	4^{ème} tirage 28 février 2002	Total des tirages Du 1^{er} trimestre 2002	Cumul de tirage à fin mars 2002
SFI	32.378.759,77	14.000.000,00	14.000.000,00	46.378.759,77
COFACE	22.871.922,64	31.415.891,10	31.415.891,10	54.287.813,74
US-EXIM	45.632.182,16	6.206.704,00	6.206.704,00	51.838.886,16
Total	100.882.864,57	51.622.595,10	51.622.595,10	152.505.459,67

TOTCO + COTCO

	Total tirages Année 2001	4^{ème} tirage 28 février 2002	Total des tirages Du 1^{er} trimestre 2002	Cumul de tirage à fin mars 2002
SFI	35.786.664,91	15.000.000,00	15.000.000,00	50.786.664,91
COFACE	23.045.552,89	33.616.182,97	33.616.182,97	56.661.735,86
US-EXIM	53.085.932,71	6.489.867,00	6.489.867,00	59.575.799,71
Total	111.918.150,51	55.106.049,97	55.106.049,97	167.024.200,48

TABLEAU 2

SYSTEME DE TRANSPORT TCHAD/CAMEROUN TIRAGE SUR LES PRÊTS DES GOUVERNEMENTS (en dollar US)

BIRD

TCHAD	Total des tirages 2001	Total des tirages 1 ^{er} trimestre 2002	Cumul des tirages A la fin de mars 2002
COTCO	6.125.000,00	0,00	6.125.000,00
TOTCO	2.414.796,10	0,00	2.414.796,10
Total TCHAD	8.539.796,10	0,00	8.539.796,10

CAMEROUN	Total des tirages 2001	Total des tirages 1 ^{er} trimestre 2002	Cumul des tirages A la fin de mars 2002
COTCO	10.875.000,00	0,00	10.875.000,00

Total BIRD Tchad et Cameroun	19.414.796,10	0,00	19.414.796,10
---	----------------------	-------------	----------------------

BEI

TCHAD	Total des tirages 2001	Total des tirages 1 ^{er} trimestre 2002	Cumul des tirages A la fin de mars 2002
COTCO	4.114.973,00	0,00	4.114.973,00
TOTCO	1.259.864,00	0,00	1.259.864,00
Total TCHAD	5.374.873,00	0,00	5.374.873,00

CAMEROUN	Total des tirages 2001	Total des tirages 1 ^{er} trimestre 2002	Cumul des tirages A la fin de mars 2002
COTCO	10.875.000,00	0,00	10.875.000,00

Total BEI Tchad et Cameroun	16.249.837,00	0,00	16.249.837,00
--	----------------------	-------------	----------------------

Total Général BIRD et BEI	35.664.633,10	0,00	35.664.633,10
--------------------------------------	----------------------	-------------	----------------------